

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du VENDREDI 9 OCTOBRE 2026

Date de convocation : 5 octobre 2026
Date d'affichage : 5 octobre 2026

Nombre de Conseillers en exercice : 27
Nombre de Conseillers présents : 23
Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-six, le vendredi neuf octobre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la Présidence de Monsieur le Président de la Délégation Spéciale exerçant fonction de Maire, ayant donné, en cours de séance, le relai de Présidence au Conseiller Municipal le plus âgé, ayant lui-même donné, en cours de séance, le relai de Présidence au Maire nouvellement élu.

Étaient présents : V. Rebours, I. Crézé, M. Cosson, V. Rosnarho, A. Mercier, A. Messaglio, A. Jégouic, F. Udo, A. Bré, V. Gaudu, B. Lorand, M. Berthaud, Y. Verstraete, F. Le Meur, D. Boulaire, E. Favaller, M. Devrand, V. Amato, A. Chaplain, C. Mahé, J. Quemener, J. Girod, Y. Flého, M. Le Diot, O. Gallet, G. Tardivel-Kerguen, O. Leva formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : B. Lorand donnant procuration à M. Cosson, D. Boulaire donnant procuration à F. Le Meur, Y. Flého donnant procuration à J. Quemener, O. Leva donnant procuration à G. Tardivel-Kerguen.

Étaient absents : néant

Monsieur Arthur Chaplain est nommé secrétaire de séance.

OBJET :

LECTURE DE LA CHARTE DE L'ÉLU LOCAL

Rapporteur : Vincent REBOURS, Maire nouvellement élu

Monsieur le Maire fait part aux membres de l'assemblée délibérante que la Loi n°2025-1249 du 22 décembre 2025 est désormais le texte de référence qui encadre les principes éthiques attachés à l'exercice du mandat. L'évolution de ce texte vise à renforcer la transparence et reconnaître pleinement les droits attachés au mandat local.

L'ensemble des principes déontologiques et de règles comportementales attachés à la qualité d'élu sont regroupés dans une « Charte de l'élu local ».

Conformément au souhait du législateur, selon les dispositions de l'article L. 2121-7 Code Général des Collectivités Territoriales, alinéa 3 :

« Lors de la première réunion du conseil municipal, immédiatement après l'élection du maire et des adjoints, le maire donne lecture de la charte de l'élu local mentionnée à l'article L. 1111-12. Le maire remet aux conseillers municipaux une copie de la charte de l'élu local et du chapitre III du présent titre. »

Article L1111-12 du Code Général des Collectivités Territoriales

Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales, dans les conditions prévues par la loi, ainsi que les élus des arrondissements de la Ville de Paris et des communes de Lyon et Marseille.

Tout mandat local se distingue d'une activité professionnelle et s'exerce dans des conditions qui lui sont propres.

Il se traduit par des droits et des devoirs prévus aux articles L. 1111-13 et L. 1111-14. Ces dispositions constituent la charte de l'élu local.

Article L1111-13 du Code Général des Collectivités Territoriales

Dans l'exercice de son mandat, l'élu local s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République.

L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité. Dans ce cadre, il poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

L'élú local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élú local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

L'élú local s'engage à ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.

Dans l'exercice de ses fonctions, l'élú local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel.

L'élú local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances dans lesquelles il a été désigné.

Issu du suffrage universel, l'élú local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et des décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

L'élú local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d'une valeur qu'il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat.

Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif.

Article L1111-14 du Code Général des Collectivités Territoriales

Les élus locaux peuvent bénéficier du versement d'une indemnité pour l'exercice effectif de leurs fonctions électives et de la prise en charge des frais exposés dans ce cadre, dans les conditions prévues par la loi.

Les élus locaux sont affiliés, pour l'exercice de leur mandat, au régime général de la sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale et à des régimes spéciaux définis par le présent code.

Les élus locaux bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité territoriale, conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.

Le droit à la formation est reconnu aux élus locaux. Il s'exerce dans les conditions fixées par le présent code. Toute personne titulaire d'un mandat local bénéficie, dans des conditions prévues par la loi, de garanties accordées dans l'exercice du mandat et à son issue et permettant notamment de concilier celui-ci avec une activité professionnelle ou la poursuite d'études supérieures.

Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l'article L. 1111-13.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités et les critères de désignation des référents déontologues.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation de cette information et de la remise d'un exemplaire des documents mentionnés.

Arthur CHAPLAIN,
Secrétaire de séance



Vincent REBOURS,
Maire

